

L'Allemagne s'ouvre mais doute

Dans ce pays où affluent les demandeurs d'asile, dans l'Est, en Saxe, la question de l'immigration divise une opinion inquiète. Même si les spectres du passé et une démographie en berne réduisent la portée du discours xénophobe.

De notre envoyé spécial **Axel Gylén**,
Reportage photo : **Sven Döring**/Argentur
Focus pour L'Express

La guerre de Syrie a débarqué en Saxe, quelques jours avant Noël. Les habitants de Pappritz (1 953 âmes), une ravissante commune à 8 kilomètres de Dresde, apprennent qu'il incombe à leur municipalité d'accueillir une cinquantaine de demandeurs d'asile. Et, ainsi, de participer à l'effort de solidarité national. Avec 200 000 demandeurs d'asile en 2014 (+60 % par rapport à 2013) et probablement le double en 2015, l'Allemagne est en effet devenu le principal pays d'accueil pour les réfugiés au sein de l'Union européenne.

Très vite, le maire (chrétien-démocrate) informe ses administrés que l'unique hôtel de Pappritz, fermé depuis plusieurs mois, sera transformé en centre d'accueil dès le mois de mars suivant. Emoi général ! L'édile convoque une réunion publique. « On attendait 20 personnes, il en est venu 200 », se souvient Andreas Hillscher, chirurgien à la retraite, qui n'est pas près d'oublier cette foire d'empoigne. « Les participants étaient vent debout : ils disaient que les migrants seraient bruyants ; que les filles de la commune seraient harcelées ; que le prix de l'immobilier allait chuter. Tout y est passé. »

Dominique Böckting, professeur d'allemand, confirme : « J'avais honte de ce que j'entendais. Je me suis dit : "Ce n'est pas possible, ça recommence !" » Pour elle, pas question de rester les bras croisés. Avec le chirurgien retraité et d'autres, elle fonde l'association ●●●



ACCUEIL. A Pappritz, à 8 kilomètres de Dresde, une cinquantaine de demandeurs d'asile sont pris en charge, tel Mohamed Sanjaktar (à dr.), qui a fui la Syrie.

Willkommen im Hochland (« Bienvenue dans les hautes terres »), en référence à la situation géographique de la commune, à 250 mètres à l'aplomb d'un méandre de l'Elbe. Aujourd'hui, 200 bénévoles aident les migrants, à coups de cours d'allemand, de consultations médicales ou de conseils juridiques. Mais le camp d'en face, hostile aux migrants, a fondé la Bürgerinitiative (BI). Ses membres ont « courageusement » déployé une banderole « Non aux réfugiés » devant le centre d'accueil. Depuis l'ouverture de celui-ci, en mars 2015, la ville est coupée en deux : « Il y a des voisins qui ne s'adressent plus la parole ; des enfants qui ne parlent plus à leurs parents », raconte, navrée, la prof d'allemand, qui a récemment reçu un e-mail menaçant : « Vous nous avez déclaré la guerre, vous l'aurez... »

Le cas de Pappritz n'est pas isolé. Dans le pays, des incendies criminels contre des centres d'hébergement pour réfugiés ont été recensés, notamment dans des petites localités d'ex-Allemagne de l'Est, comme Sanitz (Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, 6000 habitants) ou Tröglitz (Saxe-Anhalt, 3000 habitants), non loin de Dresde. Depuis l'automne, plus d'une centaine d'agressions xénophobes ont été perpétrées par des extrémistes de droite. Ce phénomène coïncide avec l'apparition de Pegida, Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes (« Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident »), mouvement islamophobe et antisystème né en octobre 2014 de l'inquiétude suscitée par la politique d'asile

du gouvernement fédéral. « Pegida a surpris tout le monde, observe le spécialiste de l'Allemagne contemporaine Henri Ménudier, car en Allemagne orientale la présence d'étrangers est à peine visible : environ 2 % de la population, pour 13 % à Hambourg ou 12,5 % à Berlin. »

Fondé par le quadragénaire Lutz Bachmann, un ancien cuisinier condamné pour braquage et trafic de stupéfiants (ce qui ne l'empêche pas de donner des leçons de morale aux étrangers...), Pegida a réuni jusqu'à 25 000 manifestants dans les rues de Dresde après l'attentat contre *Charlie Hebdo* à Paris. Mais, après ce pic, le quotidien *Bild* a révélé, le 21 janvier, que Bachmann avait posté sur Facebook et Twitter une photo de lui grimé en Hitler ! Depuis, le mouvement, discrédité, est en perte de vitesse accélérée. Le 18 mai, les manifestants venus de loin soutenir Tatjana Festerling, candidate de Pegida à l'élection municipale partielle de Dresde du 7 juin, étaient moins de 5 000.

« Cela fait quarante ans que nos dirigeants nous trahissent »

Ce jour-là, au pied du château du prince-électeur de Saxe Auguste le Fort (1670-1733), les manifestants forment un drôle de rassemblement, pas vraiment menaçant : les participants les plus jeunes ont en effet une cinquantaine d'années. L'hétérogénéité des slogans est frappante. Sous les pancartes vilipendantes « Fatima Merkel » et la « Lügenpresse » (la « presse qui ment »), les mécontents dénoncent pêle-mêle l'Europe, l'impérialisme américain, les banques, la

réglementation bruxelloise... Un capitaine de la marine marchande à la retraite explique ainsi sa présence : « Cela fait quarante ans que nos dirigeants nous trahissent : d'abord le Parti communiste, ensuite les Kohl, Schröder et Merkel. » Un autre : « L'islam sème la terreur partout dans le monde et, ici, on leur déroule le tapis rouge. »

Au-dessus des têtes grisonnantes, des drapeaux allemands, bien sûr, mais également russes et même israéliens. Et, alors même que, selon les spécialistes, les sympathisants néonazis représentent peut-être 10 % des manifestants, plusieurs dizaines de curieux drapeaux rouges à croix jaune et noir ajoutent à la confusion. « Il s'agit du drapeau créé par le résistant antinazi Josef Wirmir, tué en 1944 », explique un prof d'auto-école.

« Décrire Pegida comme un mouvement de xénophobes ultraradicalisés est trop simpliste », juge, à Dresde, Joachim Klose, politologue à la fondation Konrad Adenauer. En fait, c'est un phénomène typiquement est-allemand, plus particulièrement saxon. « Ici, le sentiment de déclassement est terrible. » Songez que le Land [la région] de Saxe ne compte plus que 4 millions d'habitants, pour 5 millions lors de la réunification », poursuit Klose. Après la chute du Mur, les jeunes et les femmes sont massivement partis à l'Ouest. Dans les années 1990, la Saxe a détenu le record mondial du plus faible taux de natalité, 0,8 %. Aujourd'hui, dans certains villages, il y a pratiquement deux hommes pour une femme. « Il existe un sentiment de nostalgie

très fort, lié à la crainte de voir le *Heimat*, la patrie, disparaître. » C'est l'une des clefs du phénomène.

Le mouvement Pegida a bénéficié d'une surexposition médiatique. Cet effet de loupe lui a d'abord conféré une importance disproportionnée. Mais, passé le premier moment de sidération, la société allemande a généré ses propres anticorps. Les initiatives citoyennes en réaction à la xénophobie sont très nombreuses. D'ailleurs, partout où Pegida a tenté d'« exporter » son mouvement – à Düsseldorf, à Munich, à Hambourg –, des contre-manifestations, plus importantes, se sont tenues.

En la matière, seule Dresde (530 000 habitants) fait exception. Ce qui ne signifie pas pour autant que ses habitants soient emballés par Pegida. Selon un sondage Forsa publié en février par le magazine *Stern*, 71 % des Dresdois estiment que Pegida est le principal problème de la ville ; 79 % pensent que ce mouvement nuit à l'image de la « Florence de l'Elbe » ; et 89 % le jugent carrément infrequentable. Un rejet clair et massif, qui devrait se traduire par un mauvais score lors du scrutin municipal du 7 juin, où la candidate sociale-démocrate (SPD) pourrait succéder au maire sortant, chrétien-démocrate (CDU).

Bien sûr, il ne s'agit pas de minimiser les actes xénophobes perpétrés par une poignée de néonazis dont la Saxe constitue le fief. Mais, globalement, les Allemands sont compréhensifs à l'égard des victimes de conflits armés. « La mémoire de l'après-guerre, celle d'une Allemagne en ruine peuplée de déplacés, est encore bien présente, signale Geert Mackenroth, le président (CDU) de la commission chargée des étrangers au sein du parlement régional de Saxe. Voilà pourquoi il existe un large consensus national pour venir en aide à ceux qui fuient des situations de guerre. En revanche, la tolérance est bien moindre pour les faux demandeurs d'asile, qui mettent en péril le système. Les Allemands vivent assez mal le fait que de nombreux déboutés du droit d'asile demeurent illégalement dans le pays. » Une certitude : depuis le début de 2015, et à mesure que la télévision diffuse

les images tragiques des migrants en Méditerranée, la question des réfugiés est devenue un motif d'inquiétude majeur en Allemagne. « Le sujet est désormais cité spontanément par 40 % des gens interrogés et supplante les thèmes naguère dominants, comme la crise de l'euro ou la faillite de la Grèce », constate, à Berlin, le sondeur Peter Matuschek, de l'institut Forsa. Cela ne signifie pas que l'islamophobie et la xénophobie progressent. Au contraire, 4 Allemands sur 5 estiment que la religion islamique ne les met

ANTISYSTÈME Merkel, Bruxelles, les journalistes, l'islam : personne ne trouve grâce aux yeux des manifestants de Pegida.



nullement mal à l'aise. Et 56 % jugent, comme le président de la République, Joachim Gauck, que l'islam appartient à l'Allemagne. « Mais, précise le sondeur, ils s'inquiètent pour les finances publiques et se demandent si les différents Länder, où les migrants sont répartis selon un système de quotas, seront capables de gérer les flux d'arrivants et de les loger. »

La classe politique, droite et gauche confondues, ainsi que le patronat jugent l'immigration indispensable à la croissance de l'Allemagne, dont l'économie est menacée par une natalité trop faible.

« Le paradoxe est que le mouvement Pegida a surgi au moment où l'Allemagne n'a jamais été aussi ouverte », note Christine Lüders, directrice de la Haute Autorité fédérale de lutte contre les discriminations, qui fait allusion à l'intégration de la communauté turque, de plus en plus présente, à l'école comme dans le monde politique. « Pegida n'annonce aucun scénario-catastrophe, rassure-t-elle. Cependant, quoique en perte de vitesse, il est d'un maniement délicat : d'un côté, il ne faut pas les prendre trop au sérieux ni leur accorder trop d'importance ; de l'autre, il faut leur dire "stop !" car ils sont allés trop loin en brisant des barrières morales et verbales. »

A Pappritz, dans l'ancien hôtel transformé en foyer d'accueil où il habite depuis un mois, Mohamed Sanjaktar, 27 ans, semble d'accord. En préambule, il raconte son périple depuis Homs, en Syrie, où il étudiait la littérature anglaise, via le Liban, la Grèce, la Macédoine, la Serbie, la Hongrie et l'Autriche. Coût total pour lui et son frère : 8000 euros. Ce jeune homme, visiblement très éduqué et intelligent, rappelle que la Syrie a accueilli des centaines de milliers de réfugiés de guerre en provenance de l'Irak après la chute de Saddam Hussein, en 2003, et du Liban lors de la campagne militaire d'Israël en 2006. « Héberger une victime de conflit constitue un principe humain de base, non ? » Il poursuit : « Ici, je n'ai rencontré que pitié ou défiance, alors que je veux juste être traité normalement, d'égal à égal. Je n'imaginais pas que l'Europe était un endroit où les mentalités étaient aussi fermées. Je rentrerai dans mon pays dès la fin de la guerre. »

Quand on lui montre des photos de la manifestation de Pegida organisée, la veille, à 8 kilomètres de là, à Dresde, le voilà ébahi. Sur une image, un manifestant tient une pancarte où l'on voit un Indien d'Amérique avec ce slogan : « Ils ont laissé entrer des étrangers et ils ont disparu. » Sous-entendu : les étrangers vont éradiquer les Allemands. L'étudiant de Homs esquisse d'abord un large sourire, puis éclate de rire. Incrédule, plié en quatre, il demande : « Ils sont vraiment aussi bêtes que ça ? » • A. G.

« Ces courants migratoires sont naturels »

Professeur de sociologie à Sciences po, l'Italien Ettore Recchi est un spécialiste de la circulation des personnes en Europe. Il relativise la poussée actuelle et ses effets.

Propos recueillis par **Jean-Michel Demetz**

Face à l'ampleur des actuelles vagues de réfugiés, l'Europe se retrouve-t-elle dans une situation inédite ?

→ Non. En vérité, l'Europe est dans une situation d'urgence permanente. Chaque printemps, depuis quelques années, nous voyons se reproduire une situation identique aux mêmes endroits et aux mêmes moments, et nous faisons preuve de myopie en négligeant les questions structurelles derrière la force des images. Nous vivons dans un continent relativement aisé et pacifié, alors qu'une partie de l'Afrique fait face à des conditions désespérées. Ces courants migratoires sont donc naturels.

Mais l'année 2014 voit bondir de 44 % le nombre des demandes d'asile dans l'Union européenne par rapport à 2013 !

→ Cela correspond à une circonstance particulière : l'effondrement du régime libyen. Jusqu'à la chute de Kadhafi, les Européens payaient rubis sur l'ongle le contrôle à distance de cette frontière. Ce n'est plus le cas.

Les opinions publiques en Europe ne sont-elles pas proches d'un « seuil de tolérance » dans la capacité d'accueil de populations extra-européennes ?

→ La conjonction de la poussée migratoire actuelle et de la situation économique difficile dans le sud de l'Europe est défavorable et explique la stigmatisation qui frappe les derniers arrivés. C'est un mécanisme de marginalisation comme toute classique.

Mais le nord de l'Europe aussi se crispe...

→ Oui. Même le prospère Danemark,

pourtant en tête des palmarès internationaux des pays où il fait bon vivre, se range parmi les Etats les plus hostiles à l'arrivée de nouveaux venus ! Il faut y voir un mécanisme de défense, une sorte d'égoïsme du bonheur. Ne sous-estimons pas, toutefois, le choc qu'ont pu produire dans ces sociétés des épisodes comme l'assassinat du cinéaste néerlandais Theo Van Gogh à Amsterdam [en 2004, par Mohammed Bouyeri, au nom de la défense de l'Islam] ou les violences qui ont suivi la publication, en 2005, de caricatures de Mahomet. Ceci dit, il faut signaler, car on l'ignore souvent, que dans les pays de Scandinavie, dotés d'Etats providences très protecteurs, les statistiques prouvent que les immigrés ne bénéficient pas autant que les natifs des droits sociaux. Pour des raisons linguistiques notamment, la fracture sur l'accès aux mécanismes de solidarité collective y est plus forte qu'en France ou qu'en Allemagne.

Vous y voyez un risque ?

→ Oui, celui d'un double rejet. Les étrangers s'enferment dans un ghetto et les natifs sont heureux de les tenir à distance.

En Italie, on a récemment entendu des déclarations franchement xénophobes...

→ Il y a des manifestations de racisme, mais ce qui me frappe surtout, c'est la solidarité à l'œuvre. Les migrants débarquent dans les régions les plus pauvres du pays, en Sicile, en Calabre. L'économie de l'île de Lampedusa a été dévastée. Pourtant, on n'y constate pas de réaction violente. Les enquêtes d'opinion indiquent que moins de 20 % des Italiens rangent l'immigration



INTÉGRATION Les populations arrivées récemment posent la question de leur répartition, estime Ettore Recchi.

parmi leurs préoccupations principales. Ce qui touche à l'économie les alarme beaucoup plus.

L'origine de plus en plus lointaine des nouveaux arrivants ne complique-t-elle pas leur intégration ?

→ L'augmentation des demandes d'asile n'est pas aussi importante que l'installation d'Européens dans un autre pays de l'Europe. Mais, oui, ces populations sont plus variées, et donc la question de leur répartition devient plus importante. J'hésite, mais je me demande si la stratégie d'intégration la plus raisonnable ne serait pas de prendre en compte les facteurs culturels et, par exemple, de diriger les Maghrébins vers la France et les Africains anglophones vers le Royaume-Uni.

Les deux anciennes puissances coloniales... Un peu injuste, non ?

→ D'autres pays à faible densité de population, comme la Finlande, ou dotés d'une économie solide, comme l'Allemagne, pourraient aussi accueillir davantage d'immigrants.

Un accord européen peut-il être trouvé sur les quotas ?

→ Moins on parle de ces questions, plus on les résout facilement. C'est lorsque les médias détournent leurs projecteurs que l'on parvient à une solution. ●